

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Et s'il y avait un deuxième tour ?

Uninomial à deux tours, le scrutin présidentiel du 17 avril prochain peut, donc, dans l'absolu, déboucher sur un second tour. Sauf que, s'il venait à advenir, un second tour induirait forcément une vacance du pouvoir pendant au moins 15 jours. Explication.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - L'élection présidentielle est programmée pour le jeudi 17 avril, soit deux jours avant la fin du mandat en cours du Président Bouteflika, candidat, faut-il le rappeler, à sa propre succession.

Si, au soir du 17 avril, aucun des six candidats en lice n'obtient la majorité absolue des suffrages exprimés, la loi électorale prévoit l'organisation d'un second tour qui mettra aux prises les deux candidats qui auront obtenu le plus grand nombre de voix.

«Si au premier tour du scrutin, aucun candidat n'obtient la majorité absolue des suffrages exprimés, un deuxième tour est organisé.

Ne participent à ce deuxième tour que les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour», article 35 du

code électoral. La même loi dispose aussi que la date du deuxième tour est fixée au quinzième jour après validation des résultats du premier tour par le Conseil constitutionnel. Et, exception faite des cas prévus par l'article 88 de la Constitution, l'intervalle maximum entre les deux tours est de 30 jours.

La date du deuxième tour du scrutin est fixée au quinzième jour après la proclamation des résultats du premier tour par le Conseil constitutionnel.

La durée maximale entre le premier et le deuxième tour ne doit pas dépasser trente jours. Ce délai peut être réduit à huit jours dans le cas prévu par l'article 88 de la Constitution. Article 143 du même code électoral. Ce qui précède donne à déduire qu'au cas où les



La durée entre le 1er et le 2e tour ne doit pas dépasser 30 jours.

résultats de l'élection présidentielle du 17 avril donnent lieu à un second tour, on sera confronté à une situation de vacance du pou-

voir. Le mandat actuel du Président Bouteflika expire le 19 avril. Ce mandat ne peut d'aucune manière être prolongé. Si aucun des 6 can-

didats n'est élu au premier tour, au matin du 20 avril, l'Algérie sera sans président. A supposer que le Conseil constitutionnel proclame les résultats le 18 avril, c'est-à-dire le lendemain de l'élection, la date du second tour sera fixée au 4 mai. Auquel cas, entre le 19 avril à minuit et le 4 mai, l'Algérie sera sans président. Un cas de vacance non prévu dans les textes et auquel on ne peut conséquemment pallier par quelques artifices constitutionnels ou réglementaires.

En fixant la date du scrutin à la veille du mandat en cours, le président sortant a agi comme s'il était assuré d'avance que l'élection ne connaîtra qu'un seul tour.

La loi prévoit pourtant que l'élection présidentielle a lieu dans les 30 jours qui précèdent la date d'expiration du mandat en cours.

Cette disposition est faite justement pour qu'il n'y ait pas de vacance de pouvoir dans le cas où l'élection donne lieu à un deuxième tour.

S. A. I.

LEUR MEETING A ÉTÉ AUTORISÉ HIER

Le gouvernement cède devant les boycotteurs

Les partis et personnalités, boycottant la présidentielle du 17 avril prochain, tiennent à leur meeting qu'ils ont prévu, ce vendredi dans la capitale, l'avant-veille de l'entame de la campagne électorale, lors de laquelle ils ne seront pas admis comme tels.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et les services de l'administration de la Wilaya d'Alger, en charge de la procédure de délivrance des autorisations inhérentes à ce genre de manifestations, n'ont délivré le fameux quitus qu'hier mardi.

Ce qui a soulagé plus d'un au sein du front du boycott même si le contraire ne semblait pas trop déranger, habitués que sont les partis qui le composent à ce que le chargé à la communication au sein du RCD, un des membres de ce front, considère comme une «guerre psychologique et celle des nerfs».

Cette détermination, les présidents du RCD, du MSP, le secrétaire général de Nahda, les représentants du FJD et de Jil Jadid et Ahmed Benbitour l'ont signifiée hier, à l'occasion de leur réunion tenue au siège

national du mouvement que dirige Mohamed Douibi. En effet, Mohcine Bellabbas, Abderezzak Mokri, Mohamed Douibi, Lakhdar Benkhellaf et Smaïl Hamdani et Ahmed Benbitour, ont, au bout de leurs discussions, convenu du maintien de ce rassemblement prévu à la salle Harcha à partir de 15h, après-demain, vendredi.

D'ailleurs, notent-ils dans un communiqué rendu public la même journée, une commission technique a été chargée du suivi et de l'organisation à l'effet, écrivent-ils, «de réussir ce meeting» qui se veut pour eux «un message fort pour dire non à la volonté de fraude».

Une réussite qui ne saurait être sans une participation massive. D'où, d'ailleurs, leur appel aux citoyens et militants à «participer

massivement à ce rassemblement et exprimer ainsi, leur position pacifique quant à leur refus du fait accompli que l'on veut imposer au peuple algérien et ainsi prolonger sa crise».

Sur un autre plan, les partis et personnalités qui prônent le boycott n'ont pas manqué de traiter de ce qui caractérise la scène nationale.

A commencer par ce qui se passe partout dans le pays, notamment à Ghardaïa, exprimant leur «inquiétude devant la complication de la situation dans certaines régions du pays et les dérapages enregistrés, ce qui a provoqué le décès de personnes innocentes et des dégâts matériels importants».

Ceci sans manquer de situer les responsabilités, en affirmant que «seul le pouvoir est tenu responsable et son manque de sérieux dans le traitement à la racine du problème».

Et les sorties «calamiteuses» de membres du clan présidentiel, notamment

les boutades à n'en point finir de l'ex-Premier ministre et directeur de campagne du Président-candidat, Abdelmalek Sellal, des «écarts de langage» dont le tout dernier a provoqué le soulèvement de la région chaouié, ne sont pas en reste.

C'est ainsi que le front du boycott de la présidentielle prochaine a tenu à condamner «les déclarations et autres propos de responsables du pouvoir qui alimentent les querelles et attentent à l'honneur et la dignité des Algériens dans leur identité».

Des responsables dont «il était attendu qu'ils tiennent compte de la sensibilité des postes qu'ils occupent», estime-t-on parmi les partis et les personnalités du front du boycott qui estiment que «l'atteinte des sentiments des citoyens où l'arrivée au pouvoir passe par le respect de la souveraineté de ce même peuple et non pas en contournant sa volonté et en le terrorisant et en lui faisant peur».

M. K.

IL DENONCE UNE INTIMIDATION

Un membre de la coordination nationale de Barakat arrêté à Batna

Meziane Abane, journaliste militant des droits de l'Homme, et membre de la Coordination nationale du mouvement Barakat a été tiré de son lit, hier à 1h du matin, dans un hôtel à Batna, par la police. Motif : insoumission par rapport au service national, dont il a été, pourtant, dispensé en 2012 après une longue procédure d'une année, auprès du tribunal militaire de Blida, affirme le concerné.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - A cette époque déjà, il s'était rendu en Tunisie pour participer à une rencontre entre les jeunes activistes maghrébins, l'Union européenne et la Ligue arabe.

Après quatre interviews, en fin d'après-midi accordées à la presse tunisienne où il a fustigé les régimes totalitaires dans le monde arabe, dont l'Algérie, il se fait arrêté, à son retour, à l'aéroport international d'Alger, Houari-Boumediène.

Il sera présenté au tribunal militaire de Blida pour insoumission au service national dont il n'est pourtant plus concerné, vu que sa situation est clean à ce propos. Ça lui vaudra une longue année de procédure judi-

ciaire avec interdiction de quitter le territoire national, étant donné que son passeport lui a été retiré. Il en sortira dispensé, et son nom ne figurera plus dans le fichier du service national.

A l'ère de l'informatisation, son nom ne devrait plus paraître, même dans le fichier policier. A plus forte raison, qu'après l'épisode de son retour de la Tunisie, il fera le tour d'une dizaine de commissariats et de brigades de gendarmerie, à chaque fois qu'il se déplace à l'intérieur du pays et pour le même motif, témoigne-t-il. La police qui est venue l'arrêter dans sa chambre d'hôtel, hier, à 1h du matin, l'a remis deux heures plus tard, à la brigade de

gendarmerie de Bouzernane, où il passera la nuit dans une cellule. Il passera la journée à répondre à un interrogatoire sur les raisons de son déplacement à Batna, raconte-t-il, une fois libéré et joint par téléphone en fin d'après-midi. «La police sait très bien que ma situation est régulière vis-à-vis du service national, mais elle persiste, à chaque fois, qu'une conjoncture politique nationale incommode le pouvoir en place, et que moi j'active dans ce sens, pour m'intimider. Le hic, c'est qu'il n'y a pas longtemps, j'ai été à Ouargla et Djelfa dans des hôtels et personne n'est venu me voir pour m'arrêter au nom de la loi.

Aujourd'hui, que je fais partie de la Coordination nationale du mouvement Barakat, et que je me rends à Batna dans le cadre d'un reportage journalistique, après les propos tenus par Sellal à l'encontre des Chaouis, revoilà les intimidations», s'indigne-t-il.

M. M.

APRÈS UNE NUIT QUELQUE
PEU AGITÉE

Journée calme à Ghardaïa

L'après-enterrement tant redouté, lundi en début de soirée, des trois victimes chaâmbies, et pour lequel un dispositif sécuritaire impressionnant a été mobilisé, n'a finalement connu que quelques dépassements qui n'ont pas eu un grand impact sur la sécurité de la ville.

Hier, le calme revenait progressivement pendant la journée même si la population craignait toujours un retour à la violence pendant la nuit.

Tout juste après la fin de l'enterrement, lundi, un peu plus tard que 19h, et au moment où le cortège funéraire quittait le cimetière chaâmbi, des affrontements ont éclaté à proximité de la Sûreté de wilaya de Ghardaïa, entre forces de l'ordre et manifestants chaâmbis.

La police anti-émeute a dû recourir aux gaz lacrymogènes pour disperser la foule qui voulait à tout prix prendre d'assaut le siège de la police. Les heurts n'ont pas duré plus d'une heure avant que la violence ne regagne la ville, hier mardi vers 2h du matin. Encore une fois, les émeutiers seront rapidement repoussés par les forces de l'ordre. Pendant la journée, le calme revenait progressivement dans la ville, et le dispositif sécuritaire qui quadrille Ghardaïa depuis samedi reste de mise.

La population reste toutefois sous l'angoisse d'un éventuel retour à la violence pendant la nuit. «Il y a des groupes d'agitateurs qui préfèrent opérer pendant la nuit, à la faveur de l'obscurité, pour se déplacer facilement d'un quartier à l'autre, semant la zizanie, le désordre et l'insécurité», indique une source locale.

M. M.